

POLITIQUE RELATIVE À L'ADMISSION ET À L'INSCRIPTION DES ÉLÈVES

ADOPTÉE LE :	28 février 1998	RÉSOLUTION NO :	CP056-98
AMENDÉE LE :	2 mai 1998	RÉSOLUTION NO :	CP127-98
AMENDÉE LE :	30 janvier 1999	RÉSOLUTION NO :	CC123-99
AMENDÉE LE :	29 janvier 2000	RÉSOLUTION NO :	CC336-00
AMENDÉE LE :	24 janvier 2001	RÉSOLUTION NO :	CC525-01
AMENDÉE LE :	23 janvier 2002	RÉSOLUTION NO :	CC710-02
AMENDÉE LE :	29 janvier 2003	RÉSOLUTION NO :	CC881-03
AMENDÉE LE :	31 janvier 2004	RÉSOLUTION NO :	CC1069-04
AMENDÉE LE :	29 janvier 2005	RÉSOLUTION NO :	CC1261-05
AMENDÉE LE :	28 janvier 2006	RÉSOLUTION NO :	CC1481-06
AMENDÉE LE :	27 janvier 2007	RÉSOLUTION NO :	CC1721-07
AMENDÉE LE :	26 janvier 2008	RÉSOLUTION NO :	CC1931-08
AMENDÉE LE :	24 janvier 2009	RÉSOLUTION NO :	CC2143-09
AMENDÉE LE :	27 janvier 2010	RÉSOLUTION NO :	CC2370-10
AMENDÉE LE :	22 janvier 2011	RÉSOLUTION NO :	CC2583-11
AMENDÉE LE :	31 janvier 2012	RÉSOLUTION NO :	CC2740-12
AMENDÉE LE :	29 janvier 2013	RÉSOLUTION NO :	CC2921-13
AMENDÉE LE :	28 janvier 2014	RÉSOLUTION NO :	CC3089-14
AMENDÉE LE :	27 janvier 2015	RÉSOLUTION NO :	CC3253-15
AMENDÉE LE :	19 janvier 2016	RÉSOLUTION NO :	CC3392-16
AMENDÉE LE :	31 janvier 2017	RÉSOLUTION NO :	CC3552-17
AMENDÉE LE :	28 novembre 2017	RÉSOLUTION NO :	CC3696-17
AMENDÉE LE :	27 novembre 2018	RÉSOLUTION NO :	CC3841-18
AMENDÉE LE :	26 novembre 2019	RÉSOLUTION NO :	CC3978-19
AMENDÉE LE :	2 décembre 2020	RÉSOLUTION NO :	CA-0027-20
AMENDÉE LE :	1 ^{er} décembre 2021	RÉSOLUTION NO :	CA-0114-21
AMENDÉE LE :	7 décembre 2022	RÉSOLUTION NO :	CA-0215-22
AMENDÉE LE :	6 décembre 2023	RÉSOLUTION NO :	CA-0322-23
AMENDÉE LE :	4 décembre 2024	RÉSOLUTION NO :	CA-0416-24

TABLE DES MATIÈRES

1.0	Objectifs généraux	1
2.0	Principes	1
3.0	Définitions	1
4.0	Champ d'application et références légales	2
5.0	Admission de l'élève	2
6.0	Inscription des élèves	3
7.0	Lieu de résidence de l'élève	4
8.0	Répartition des élèves.....	5
9.0	Services éducatifs dispensés dans les écoles	6
10.0	Responsabilités.....	11
11.0	Consultation	12
12.0	Adoption.....	12

ANNEXE I

ANNEXE II

ANNEXE III

ANNEXE IV

NOTE : *Dans le présent document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.*

1.0 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

- 1.1 Clarifier les critères et les procédures d'admission, d'inscription et de répartition des élèves dans les écoles du Centre de services scolaire de la Baie-James.
- 1.2 Clarifier les rôles et responsabilités du Centre de services scolaire de la Baie-James quant à l'admission et à l'inscription des élèves.
- 1.3 Définir le territoire de chacune de ses écoles et leur capacité d'accueil.
- 1.4 Définir les règles de transfert des élèves d'une école à une autre.

2.0 PRINCIPES

- 2.1 L'élève a droit au service de l'éducation préscolaire et aux services d'enseignement primaire et secondaire (L.I.P., art. 1).
- 2.2 Le Centre de services scolaire de la Baie-James a la responsabilité d'assurer l'exercice de ce droit à tous les élèves de son territoire (L.I.P., art. 208).
- 2.3 Le Centre de services scolaire de la Baie-James doit déterminer les services éducatifs dispensés dans chaque école (L.I.P., art. 236).
- 2.4 Le Centre de services scolaire de la Baie-James doit informer les titulaires de l'autorité parentale sur l'inscription annuelle des élèves dans ses écoles.

3.0 DÉFINITIONS

3.1 ADMISSION

Processus par lequel le titulaire de l'autorité parentale ou l'élève majeur demande à un centre de services scolaire de dispenser les services éducatifs à l'élève et par lequel ce Centre de services reconnaît qu'il a compétence pour le faire.

3.2 BASSIN D'ALIMENTATION

La configuration géographique d'un territoire desservi pour chaque école, laquelle précise le nom des quartiers, des secteurs ou des rues et, si nécessaire, les adresses. Le bassin d'alimentation est déterminé par le Centre de services scolaire afin de favoriser le placement des élèves le plus près possible de leur lieu de résidence, de respecter les règles de formation des groupes et de répartir les élèves de façon équitable.

3.3 ÉCOLE

Établissement d'enseignement destiné à dispenser aux personnes visées à l'article 1 de la Loi sur l'instruction publique les services éducatifs prévus par ladite loi et le régime pédagogique établi par le gouvernement.

3.4 INSCRIPTION

Processus annuel par lequel le Centre de services scolaire indique au titulaire de l'autorité parentale ou à l'élève majeur, après que celui-ci aura exprimé son choix, à quelle école son enfant ou lui-même recevra son enseignement.

4.0 CHAMP D'APPLICATION ET RÉFÉRENCES LÉGALES

- 4.1 La politique s'applique aux élèves du secteur des jeunes.
- 4.2 La politique réfère particulièrement aux articles suivants de la Loi sur l'instruction publique : 1, 2, 236.
- 4.3 **L'admission** des élèves est encadrée par les articles de la Loi sur l'instruction publique suivants : 96.17, 96.18, 216 et 241.1.
- 4.4 **Les modalités d'admission** sont déterminées par le Régime pédagogique.
- 4.5 Le règlement sur la définition de résidents du Québec détermine les droits de scolarité exigibles des élèves non-résidents du Québec.
- 4.6 **L'inscription** des élèves dans les écoles du Centre de services scolaire est encadrée par les articles de la Loi sur l'instruction publique suivants : 4, 208, 209, 213, 239 et 240.
- 4.6 **Les modalités d'inscription** des élèves dans les écoles sont décrites dans le Régime pédagogique.

5.0 ADMISSION DE L'ÉLÈVE

- 5.1 La demande d'admission est obligatoire pour tous les élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire qui désirent fréquenter une école du Centre de services scolaire de la Baie-James pour la première fois ou pour l'élève qui a interrompu sa fréquentation scolaire. Elle est valide pour toute la période durant laquelle l'élève fréquente sans interruption une école du Centre de services scolaire de la Baie-James. La demande d'admission se fait à l'aide des formulaires

appropriés et doit être accompagnée du certificat de naissance de l'élève ou d'une copie certifiée conforme.

- 5.2 La demande d'admission pour les **résidents du territoire** du Centre de services scolaire de la Baie-James est faite par un des titulaires de l'autorité parentale ou par l'élève, s'il est majeur, à l'endroit et à la période déterminés annuellement par le Centre de services scolaire de la Baie-James.

Tout élève nouvellement arrivé sur le territoire du Centre de services scolaire de la Baie-James fait une demande d'admission à l'école le plus près de son lieu de résidence.

Pour les élèves provenant de pays étrangers, leur admission est référée à la direction du Service de l'enseignement pour étude, vérification du statut et décision.

- 5.3 Toute demande d'admission d'un des titulaires de l'autorité parentale d'un élève, ou de l'élève s'il est majeur, qui ne réside pas sur le territoire du Centre de services scolaire de la Baie-James, doit être référée à la direction du Service de l'enseignement pour analyse de la capacité d'accueil du milieu et décision.
- 5.4 Les titulaires de l'autorité parentale de l'élève ou l'élève, s'il est majeur, insatisfaits de la décision peuvent formuler une plainte selon la procédure établie¹.

6.0 INSCRIPTION DES ÉLÈVES

- 6.1 L'élève s'inscrit obligatoirement dans l'école qu'il fréquente lors de la période d'inscription définie par le Centre de services scolaire de la Baie-James.

La demande d'inscription d'un élève qui arrive en cours d'année scolaire est analysée par la direction de l'école à partir des critères énumérés à la section 8 de la présente politique.

- 6.2 Le Centre de services scolaire de la Baie-James informe les parents au moins quinze jours avant la date d'inscription.
- 6.3 Chaque titulaire de l'autorité parentale de l'élève ou l'élève majeur complète le formulaire, électronique ou papier, prévu à cette fin.
- 6.4 La direction de l'école confirmera, au plus tard le 10 juillet précédant la rentrée scolaire, aux titulaires de l'autorité parentale ou à l'élève majeur, l'école que l'élève fréquentera lors de la prochaine année scolaire, s'il y a lieu.

¹ Disponible sur le site internet du CSSBJ sous l'onglet Protecteur de l'élève <https://cssbj.gouv.qc.ca/protecteur-de-leleve/>.

- 6.5 L'élève fréquente normalement l'école de son bassin d'alimentation.
- 6.6 Les titulaires de l'autorité parentale de l'élève ou l'élève majeur ont le droit de choisir l'école qui répond le mieux à leur préférence ou dont le projet éducatif correspond le plus à leurs valeurs ou qui offre les services éducatifs décrits à la section 9 de la présente politique.

Ce choix ne doit pas engendrer des coûts supplémentaires au Centre de services scolaire. Ils peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'école de leur choix, lors de la période d'inscription ou avant le début de l'année scolaire, pour obtenir un formulaire prévu à cet effet. La direction de l'école analyse la demande à partir des critères énumérés à la section 8 de la présente politique.

Si l'école peut répondre positivement à leur demande, la direction de l'école les informe que ce choix est définitif **pour l'année prévisionnelle** et qu'il s'exerce à chaque année lors de la période d'inscription.

Aucune demande de changement d'école faite en cours d'année scolaire ne sera considérée à moins d'une recommandation de la direction de l'école à la suite d'une analyse présentée à la direction du Service de l'enseignement.

7.0 LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ÉLÈVE

- 7.1 Le lieu de résidence de l'élève aux fins de l'application de la présente politique réfère à la définition que l'on retrouve à l'article 77 du Code civil du Québec qui stipule que la résidence d'une personne est le lieu où elle demeure de façon habituelle; en cas de pluralité de résidences, on considère, pour l'établissement du domicile, celle qui a le caractère principal.
- 7.2 Une preuve de résidence est exigée pour l'admission d'un élève nouvellement arrivé sur le territoire et pour ceux qui ont déménagé en cours d'année. Cette preuve de résidence s'établit en présentant un document officiel récent attestant de l'adresse du lieu habituel de résidence du parent de l'élève.

Les documents suivants sur lesquels figurent le nom et l'adresse du parent sont acceptés pour établir la preuve de résidence :

- un permis de conduire,
- une facture ou un état de compte d'une compagnie de téléphone, d'électricité ou de câblodistribution,
- un compte de taxes scolaires ou municipales,

En cas de doute ou lors de situations particulières, la direction ou le Centre de services scolaires sont en droit d'exiger la combinaison de plusieurs documents.

8.0 RÉPARTITION DES ÉLÈVES

- 8.1 La répartition des élèves se fait obligatoirement en fonction des services d'enseignement offerts dans les écoles et décrits à la section 9 de la présente politique.
- 8.2 Dans le cas où le nombre d'élèves inscrits correspond aux places disponibles et à la capacité d'accueil de l'école, l'élève est accepté par la direction de l'école selon les critères suivants :
- élèves transportés (circuit de transport existant);
 - places disponibles dans le transport;
 - transport par les titulaires de l'autorité parentale à leur frais.
- 8.3 Dans le cas où le nombre d'élèves d'un bassin d'alimentation excède la capacité d'accueil de l'école dans une classe (degré), la direction de l'école identifie les élèves à être transférés vers une autre école tout en s'assurant de transférer le moins d'élèves possible.
- 8.4 Dans le cas où les demandes excèdent le nombre de places disponibles à l'école choisie, les élèves seront acceptés dans l'ordre suivant :
- a) l'élève relève de la compétence du Centre de services scolaire (L.I.P., art. 239);
 - b) l'élève a des besoins particuliers d'adaptation pour lesquels l'équipe-école juge nécessaire de maintenir sa fréquentation scolaire dans son établissement pour protéger sa réussite scolaire et sociale;
 - c) l'élève fait partie du bassin d'alimentation de l'école;
 - d) **dans la mesure du possible**, l'élève dont le lieu de résidence est le plus rapproché des locaux de l'école (LIP art. 239) en tenant compte des services disponibles (services de dineurs);
 - e) l'élève dont une sœur, un frère ou un autre élève avec qui il cohabite fréquente cette école (LIP art. 239);
 - f) l'élève a déjà fréquenté cette école ;
 - g) l'élève, provenant d'un autre territoire, fréquente déjà cette école (LIP art. 239).

9.0 SERVICES ÉDUCATIFS DISPENSÉS DANS LES ÉCOLES

- 9.1 La présente politique établit les critères devant servir à la définition du territoire de chacune des écoles.
- 9.2 La présente politique détermine la capacité d'accueil de chaque école ainsi que les locaux de service minimal pour dispenser les services éducatifs. La capacité d'accueil est définie par :
- a) le maximum de groupes dans l'école;
 - b) le maximum d'élèves dans un groupe (convention collective);
 - c) la pleine utilisation des locaux – classes;
 - d) la grille-matières et la grille-horaire;
 - e) le total d'effectifs scolaires;
 - f) les besoins en formation professionnelle, secteur des jeunes.
- 9.3 Les services de transport pour chacune des écoles sont déterminés dans la politique sur le transport scolaire. Le Centre de services scolaire de la Baie-James reconnaît une seule adresse pour le transport de chaque élève, sauf dans le cas d'un enfant en garde partagée.

9.4 CHAPAIS - CHIBOUGAMAU

9.4.1 Saint-Dominique-Savio

L'école Saint-Dominique-Savio dispense des services d'enseignement aux élèves de Chapais. Ces services sont les suivants :

- d'éducation préscolaire (4 et 5 ans);
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.4.2 Le Filon

L'école Le Filon dispense des services d'enseignement aux élèves de Chapais. Ces services sont les suivants :

- d'enseignement au secondaire du premier et du deuxième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.4.3 Bon-Pasteur

L'école Bon-Pasteur dispense des services d'enseignement aux élèves de Chibougamau généralement situés dans les limites suivantes de la ville :

- À l'Est de la voie ferrée.
- À l'Ouest de la ligne suivante : Le prolongement de la ligne arrière de la rue Bert-Fillion (côté Est) jusqu'à la limite passant entre les adresses civiques 155 et 167 rue du Golf ainsi que les adresses civiques 166 et 172 rue du Golf et se poursuivant en ligne droite jusqu'au chemin Merrill. Toute l'avenue Lafontaine jusqu'à la 5^e Rue (incluant le 728, 3^e Rue). En descendant la 5^e Rue jusqu'à la rue Dubuc (excluant le 715, 711 et 707, 5^e Rue), la rue Dubuc vers le Sud et le prolongement de cette rue.
- Certains élèves pouvant provenir des rues à l'Ouest de la voie ferrée.

La carte de zonage est présentée à l'annexe III.

Cette école dispense les services d'enseignement suivants :

- d'éducation préscolaire (5 ans);
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.4.4 **Notre-Dame-du-Rosaire**

L'école Notre-Dame-du-Rosaire dispense des services d'enseignement aux élèves de Chibougamau généralement situés dans les limites suivantes de la ville :

- À l'Est de la ligne suivante : Le prolongement de la ligne arrière de la rue Bert-Fillion (côté Est) jusqu'à la limite passant entre les adresses civiques 155 et 167 rue du Golf ainsi que les adresses civiques 166 et 172 rue du Golf et se poursuivant en ligne droite jusqu'au chemin Merrill. Toute l'avenue Lafontaine jusqu'à la 5^e Rue (excluant le 728, 3^e Rue). En descendant la 5^e Rue jusqu'à la rue Dubuc (incluant le 715, 711 et 707, 5^e Rue), la rue Dubuc vers le Sud et le prolongement de cette rue.
- À l'Ouest de la ligne suivante : Le prolongement de la ligne arrière de la rue Lanctôt (côté Est), cette ligne arrière jusqu'au chemin Merrill, le chemin Merrill, la ligne arrière de la rue Bordeleau (côté Nord) jusqu'à la 4^e Avenue Nord. La ligne arrière de la 4^e Avenue Nord (côté Est) de la rue Bordeleau à la rue Jourdain. De la rue Jourdain à la 7^e Rue Est en suivant la 3^e Avenue Nord et la 3^e Avenue.
- Certains élèves pouvant provenir des rues à l'Ouest de la voie ferrée.

La carte de zonage est présentée à l'annexe III.

Cette école dispense les services d'enseignement suivants :

- d'éducation préscolaire (5 ans);
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.4.5 **Vatican II**

L'école Vatican II dispense des services d'enseignement aux élèves de Chibougamau généralement situés dans les limites suivantes de la ville :

- À l'Est de la ligne suivante : Le prolongement de la ligne arrière de la rue Lanctôt (côté Est), cette ligne arrière jusqu'au chemin Merrill, le chemin Merrill, la ligne arrière de la rue Bordeleau (côté Nord) jusqu'à la 4^e Avenue Nord. La ligne arrière de la 4^e Avenue Nord (côté Est) de la rue Bordeleau à la rue Jourdain. De la rue Jourdain à la 7^e Rue Est en suivant la 3^e Avenue Nord et la 3^e Avenue.
- Les élèves provenant des rues à l'Ouest de la voie ferrée.
- Les élèves provenant des limites à l'extérieur de la ville (secteurs des lacs).

La carte de zonage est présentée à l'annexe III.

Cette école dispense les services d'enseignement suivants :

- d'éducation préscolaire;
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

Cette école accueille tous les élèves à mobilité réduite de Chibougamau.

9.4.6 **La Porte-du-Nord**

L'école La Porte-du-Nord dispense des services d'enseignement aux élèves de Chibougamau et à certains élèves de Chapais inscrits dans les programmes non dispensés à l'école Le Filon. Ces services sont les suivants :

- d'enseignement au secondaire du premier et du deuxième cycle :
 - parcours de formation axée sur l'emploi;

- projet pédagogique particulier visant à préparer un groupe d'élèves âgés de 15 ans à entrer en formation professionnelle.
- d'adaptation scolaire.

9.5 **LEBEL-SUR-QUEVILLON**

9.5.1 **Boréale**

L'école Boréale dispense des services d'enseignement aux élèves de Desmaraisville, Lebel-sur-Quévillon, Miquelon et Rapide-des-Cèdres. Ces services sont les suivants :

- d'éducation préscolaire (5 ans);
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.5.2 **La Taïga**

L'école La Taïga dispense des services d'enseignement aux élèves de Desmaraisville, Lebel-sur-Quévillon, Miquelon et Rapide-des-Cèdres. Ces services sont les suivants :

- d'enseignement au secondaire du premier et du deuxième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.6 **MATAGAMI**

9.6.1 **Galinée**

L'école Galinée dispense des services d'enseignement aux élèves de Matagami. Ces services sont les suivants :

- d'éducation préscolaire (5 ans);
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire;

9.6.2 **Le Delta**

L'école Le Delta dispense des services d'enseignement aux élèves de Matagami. Ces services sont les suivants :

- d'enseignement au secondaire du premier et du deuxième cycle;
- d'adaptation scolaire.

9.7 **RADISSON**

9.7.1 **Jacques-Rousseau**

L'école Jacques-Rousseau dispense des services d'enseignement à tous les élèves de Radisson. Ces services sont les suivants :

- d'éducation préscolaire;
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'enseignement au secondaire du premier cycle et du deuxième cycle;
- d'adaptation scolaire au primaire et au secondaire.

9.8 **VILLEBOIS - VAL-PARADIS - BEAUCANTON**

9.8.1 **Beauvalois**

L'école Beauvalois dispense des services d'enseignement aux élèves de Val-Paradis, Villebois et Beaucanton. Ces services sont les suivants :

- d'éducation préscolaire (4 et 5 ans) ;
- d'enseignement au primaire du premier, du deuxième et du troisième cycle;
- d'adaptation scolaire.

NOTE : L'application de la politique de maintien ou de fermeture d'école, la modification de l'acte d'établissement ainsi que le plan triennal de répartition et d'utilisation des immeubles du Centre de services scolaire préciseront ultérieurement l'immeuble ou les immeubles à la disposition de l'école.

10.0 RESPONSABILITÉS

10.1 La direction générale

Approuve l'organisation physique et matérielle des écoles.

10.2 La direction du Service de l'enseignement

Planifie le calendrier d'opération pour l'admission, l'inscription et la répartition des élèves.

Définit, en collaboration avec les directions des écoles, les modalités de transfert des élèves entre les écoles.

Assure la diffusion de l'information pour l'application de la politique.

Produit les formulaires appropriés et les met à la disposition des directions d'écoles.

10.3 La direction de l'école

Gère, dans son école, l'opération admission et inscription des élèves.

Informe les titulaires de l'autorité parentale du projet éducatif de l'école.

Informe les titulaires de l'autorité parentale ou la personne elle-même si elle est majeure, de sa décision d'accepter ou non l'élève dans son école pour l'année suivante, s'il y a lieu.

10.4 Le titulaire de l'autorité parentale ou l'élève majeur

Inscrit son enfant ou s'inscrit selon les procédures établies.

11.0 CONSULTATION

Comité consultatif de gestion	5 novembre 2024
Comité de parents	11 novembre 2024
Comité de participation au niveau du Centre de services scolaire	20 novembre 2024

12.0 ADOPTION

Conseil d'administration du Centre de services scolaire	4 décembre 2024
---	-----------------

ANNEXE I

Article 1 Droit à l'éducation scolaire

Toute personne a droit au service de l'éducation préscolaire et aux services d'enseignement primaire et secondaire prévus par la présente loi et le régime pédagogique établi par le gouvernement en vertu de l'article 447, à compter du premier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où elle a atteint l'âge d'admissibilité jusqu'au dernier jour du calendrier scolaire de l'année scolaire où elle atteint l'âge de 18 ans, ou 21 ans dans le cas d'une personne handicapée au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1).

Elle a aussi droit, dans le cadre des programmes offerts par le centre de services scolaire, aux autres services éducatifs, complémentaires et particuliers, prévus par la présente loi et le régime pédagogique visé au premier alinéa ainsi qu'aux services éducatifs prévus par le régime pédagogique applicable à la formation professionnelle établi par le gouvernement en vertu de l'article 448.

L'âge d'admissibilité à l'éducation préscolaire est fixé à 5 ans à la date déterminée dans le régime pédagogique; l'âge d'admissibilité à l'enseignement primaire est fixé à 6 ans à la même date.

Article 2 Services éducatifs aux adultes

Toute personne qui n'est plus assujettie à l'obligation de fréquentation scolaire a droit aux services éducatifs prévus par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement en vertu de l'article 448, dans le cadre des programmes offerts par le centre de services scolaire en application de la présente loi.

Article 4 Choix d'une école

L'élève ou, s'il est mineur, ses parents ont le droit de choisir, à chaque année, parmi les écoles qui dispensent les services auxquels il a droit, celle qui répond le mieux à leur préférence.

L'exercice de ce droit est assujéti aux critères d'inscription établis en application de l'article 239, lorsque le nombre de demandes d'inscription dans une école excède la capacité d'accueil de l'école, ou, s'il s'agit d'une école à projet particulier ou à vocation régionale ou nationale, aux critères d'inscription établis en application de l'article 240 ou 468.

L'exercice de ce droit ne permet pas d'exiger le transport lorsque le transport requis pour cet élève excède ce qui est prévu par le centre de services scolaire.

On entend notamment par « capacité d'accueil », le nombre d'élèves qu'une école peut accueillir en fonction des locaux disponibles, des ressources du centre de services scolaire et des règles applicables en matière de formation de groupes.

Article 96.17 Admission sans prérequis

Le directeur de l'école peut exceptionnellement, dans l'intérêt d'un enfant qui n'a pas atteint les objectifs de l'éducation préscolaire, sur demande motivée de ses parents et selon les modalités déterminées par les règlements du ministre, admettre cet enfant à l'éducation préscolaire pour l'année scolaire où il serait admissible à l'enseignement primaire, s'il existe des motifs raisonnables de croire que cette mesure est nécessaire pour faciliter son cheminement scolaire.

Article 96.18 Année additionnelle

Le directeur d'école peut exceptionnellement, dans l'intérêt d'un élève qui n'a pas atteint les objectifs et maîtrisé les contenus notionnels obligatoires de l'enseignement primaire au terme de la période fixée par le régime pédagogique pour le passage obligatoire à l'enseignement secondaire, sur demande motivée des parents et selon les modalités déterminées par les règlements du ministre, admettre cet élève à l'enseignement primaire pour une année additionnelle, s'il existe des motifs raisonnables de croire que cette mesure est nécessaire pour faciliter son cheminement scolaire.

Article 204 Territoire du centre de services scolaire

Pour l'application de la présente section relativement aux services éducatifs visés à l'article 1 ainsi que pour l'application de la section II du chapitre I, relèvent de la compétence d'un centre de services scolaire les personnes qui résident sur son territoire ou qui y sont placées en application de la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), à l'exception de celles visées par la Partie IV.1 de cette loi, ou de la Loi sur les jeunes contrevenants (L.R.C. 1985, c. Y-1).

À cette fin, malgré le premier alinéa, relève de la compétence du centre de services scolaire toute personne résidant sur le territoire d'un autre centre de services scolaire à qui le centre de services dispense des services.

Pour l'application des dispositions de la présente section relativement à la formation professionnelle ou aux services éducatifs pour les adultes, relève de la compétence d'un centre de services scolaire toute personne admissible à ces services, résidant ou non sur son territoire, et qui est désireuse de s'y inscrire.

Article 208 Responsabilité

Le centre de services scolaire s'assure que les personnes relevant de sa compétence reçoivent les services éducatifs auxquels elles ont droit en vertu de la présente loi.

Le ministre peut cependant, dans les circonstances exceptionnelles, libérer un centre de services scolaire de tout ou partie de cette fonction envers les personnes placées sur son territoire.

Article 209 Responsabilité du centre de services scolaire

Pour l'exercice de cette fonction, le centre de services scolaire doit notamment :

1. admettre aux services éducatifs les personnes relevant de sa compétence;
2. organiser lui-même les services éducatifs ou, s'il peut démontrer qu'il n'a pas les ressources nécessaires ou s'il accepte de donner suite à la demande des parents, les faire organiser par un centre de services scolaire, un organisme ou une personne avec lequel il a conclu une entente visée à l'un des articles 213, 214, 214.3 ou 215.1, en favorisant l'organisation des services le plus près possible du lieu de résidence des élèves ;
3. s'il n'organise pas lui-même certaines spécialités professionnelles ou des services éducatifs pour les adultes pour lesquels il ne reçoit pas de subventions à la suite d'une décision du ministre prise en application de l'article 466 ou 467, adresser les personnes à un centre de services scolaire qui organise ces services.

En outre un centre de services scolaire dispense les services éducatifs prévus dans une entente visée à l'un des articles 213 et 214. Il dispense également les services prévus dans une décision du ministre prise en application de l'article 468, dans la mesure indiquée par celle-ci.

Article 213 Entente sur prestation de services

Un centre de services scolaire peut conclure une entente, pour la prestation du service de l'éducation préscolaire et des services d'enseignement au primaire et au secondaire, avec un autre centre de services scolaire ou un établissement d'enseignement régi par la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1) ou un organisme scolaire au Canada qui dispensent des services éducatifs équivalents à ceux visés par la présente loi.

Un centre de services scolaire peut conclure une entente avec un autre centre de services scolaire, un organisme ou une personne pour la prestation des services complémentaires et particuliers, des services d'alphabétisation et des services d'éducation populaire ou pour des fins autres que la prestation de services visés au premier alinéa.

Avant la conclusion d'une telle entente le centre de services scolaire consulte les parents de chaque élève ou l'élève majeur susceptible d'être visé par une telle entente. Si l'élève est un élève handicapé ou un élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, le centre de services scolaire doit consulter le comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Aux termes d'une entente conclue en application du présent article, un centre de services scolaire peut en outre organiser des stages de formation ou d'apprentissage en entreprise.

Article 216 Élève non-résident du Québec

Un centre de services scolaire doit, conformément aux règles budgétaires établies par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, exiger une contribution financière pour un élève qui n'est pas un résident du Québec relativement aux services pour lesquels le droit à la gratuité prévu à l'article 3 ne s'applique pas.

Il peut, sous réserve du montant maximal déterminé selon les règles budgétaires, exiger une contribution financière pour un résident du Québec inscrit aux services de formation professionnelle ou aux services éducatifs pour les adultes relativement aux services pour lesquels le droit à la gratuité prévu à l'article 3 ne s'applique pas.

Malgré le premier alinéa, le centre de services scolaire peut, sur demande d'un élève ou de ses parents, exempter celui-ci du paiement de la contribution financière exigible, pour des raisons humanitaires ou pour lui éviter un préjudice grave, notamment s'il estime que cet élève risque de ne fréquenter aucune école, ni au Québec ni ailleurs, advenant que la contribution soit exigée. En cas de refus du centre de services scolaire, le ministre peut, sur demande de ces mêmes personnes, ordonner au centre de services scolaire d'exempter cet élève du paiement de la contribution financière exigible.

Article 236 Services éducatifs

Le centre de services scolaire détermine les services éducatifs qui sont dispensés par chaque école.

Article 239 Choix d'une école

Le centre de services scolaire inscrit annuellement les élèves dans les écoles conformément au choix des parents de l'élève ou de l'élève majeur. Toutefois, si le nombre de demandes d'inscription dans une école excède la capacité d'accueil de l'école, l'inscription se fait selon les critères déterminés par le centre de services scolaire après consultation du comité de parents.

Les critères d'inscription doivent donner la priorité aux élèves qui relèvent de la compétence du centre de services scolaire en vertu du premier alinéa de l'article 204 et, parmi ceux-ci, dans la mesure du possible, aux élèves dont le lieu de résidence est le plus rapproché des locaux de l'école, à ceux dont une sœur, un frère ou un autre élève avec qui ils cohabitent fréquente cette école et aux autres élèves qui fréquentent déjà cette école.

Lorsque le nombre de demandes d'inscription des élèves visés au deuxième alinéa n'excède pas la capacité d'accueil de l'école, les critères d'inscription doivent ensuite donner la priorité aux élèves provenant d'un autre territoire qui fréquentent déjà cette école.

Les critères d'inscription doivent être adoptés et mis en vigueur au moins 15 jours avant le début de la période d'inscription des élèves ; copie doit être transmise dans le même délai à chaque conseil d'établissement.

Les conditions ou critères d'admission à un projet particulier ne doivent pas servir de critères d'inscription des élèves dans une école ; ils ne peuvent avoir pour effet d'exclure de l'école de son choix l'élève qui a le droit d'être inscrit dans cette école en application des critères visés au premier alinéa.

Article 240 Projet particulier

Exceptionnellement, à la demande d'un groupe de parents et après consultation du comité de parents, le centre de services scolaire peut, avec l'approbation du ministre, aux conditions et pour la période que ce dernier détermine, établir une école aux fins d'un projet particulier autre qu'un projet de nature religieuse.

Le centre de services scolaire peut déterminer les critères d'inscription des élèves dans cette école. Il doit donner la priorité aux élèves qui relèvent de sa compétence au premier alinéa de l'article 204.

Le centre de services scolaire peut organiser et dispenser dans cette école des services particuliers d'accueil et de soutien à l'apprentissage de la langue française ou des services éducatifs dans les classes ou des groupes spécialisés visés à l'article 235 à des élèves qui ne sont pas admis au projet particulier pour lequel celle-ci est établie.

Article 241.1 Admission pour raisons humanitaires

Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un enfant qui n'a pas atteint l'âge d'admissibilité, le centre de services scolaire peut, sur demande motivée de ses parents, dans les cas déterminés par règlement du ministre :

1. admettre l'enfant à l'éducation préscolaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 5 ans, ou l'admettre à l'enseignement primaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 6 ans;
2. admettre à l'enseignement primaire l'enfant admis à l'éducation préscolaire qui a atteint l'âge de 5 ans.

En cas de refus du centre de services scolaire, le ministre peut, sur demande des parents et s'il l'estime opportun compte tenu des motifs mentionnés au premier alinéa, ordonner au centre de services scolaire d'admettre l'enfant dans les cas et les conditions visés au premier alinéa.

ANNEXE II

Règlement sur l'admissibilité exceptionnelle à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3, a. 457.1)

1. Les cas dans lesquels un centre de services scolaire peut, conformément au paragraphe 1 de l'article 241.1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), admettre un enfant qui n'a pas l'âge d'admissibilité sont :
 - 1° l'enfant dont l'admission hâtive s'avère nécessaire pour lui assurer l'appartenance à un groupe d'élèves compte tenu de la difficulté d'organiser, pour l'année scolaire suivante, une classe de niveau préscolaire dans l'école qu'il devrait fréquenter au niveau primaire;
 - 2° l'enfant est domicilié ailleurs qu'au Québec, mais y réside temporairement, vu l'affectation de ses parents pour une période maximale de 3 ans, et son admission permettrait d'établir la correspondance avec le système d'éducation officiel du lieu de son domicile;
 - 3° l'enfant a, alors qu'il n'était pas domicilié au Québec, commencé ou complété, dans un système officiel d'éducation autre que celui de Québec, une formation de niveau préscolaire ou primaire;
 - 4° l'enfant vit une situation familiale ou sociale qui, en raison de circonstances ou de faits particuliers, justifie que son admission soit devancée;
 - 5° l'enfant a un frère ou une sœur né moins de 12 mois après lui, de sorte que les 2 enfants sont admissibles à l'école à la même année;
 - 6° (*paragraphe abrogé implicitement*);
 - 7° l'enfant est particulièrement apte à commencer l'éducation préscolaire ou la première année du primaire parce qu'il se démarque de façon évidente de la moyenne sur les plans intellectuel, social, affectif et psychomoteur;
2. Les demandes d'admission visées à l'article 1 sont présentées par écrit par les parents de l'enfant. Elles doivent être accompagnées de l'acte de naissance de l'enfant, ou d'une copie authentifiée, ou, lorsqu'il est impossible d'obtenir de tels documents, d'une déclaration assermentée d'un des parents indiquant la date et le lieu de naissance de cet enfant.

En outre,

1° la demande visée au paragraphe 2 de cet article doit être accompagnée de la preuve d'affectation temporaire des parents de l'enfant au Québec et d'une attestation, par l'employeur des parents, de leur situation d'emploi au Québec;

2° la demande visée au paragraphe 3 de cet article doit être accompagnée d'une preuve de scolarisation de l'enfant dans le système officiel d'éducation autre que celui du Québec;

3° la demande visée au paragraphe 4 de cet article doit être appuyée d'avis d'intervenants du milieu de la santé et des services sociaux ou du milieu de la protection de la jeunesse;

4° la demande visée au paragraphe 5 de cet article doit être accompagnée de l'acte de naissance du frère ou de la sœur de l'enfant, ou d'une copie authentifiée, ou lorsqu'il est impossible d'obtenir de tels documents, d'une déclaration assermentée d'un des parents indiquant la date et le lieu de naissance;

5° la demande visée au paragraphe 6 de cet article doit être appuyée d'un rapport rédigé par des spécialistes du centre de services scolaire ou, selon le cas, d'un rapport médical rédigé par des professionnels d'un centre spécialisé;

6° la demande visée au paragraphe 7 de cet article doit être appuyée d'un rapport d'évaluation rédigé par un spécialiste, tel un psychologue ou un psychoéducateur. Il doit comporter des données et observations pertinentes concernant notamment la capacité intellectuelle, la maturité socio-affective et le développement psychomoteur de l'enfant. Il doit en outre clairement indiquer la nature du préjudice appréhendé.

A.M. 93-01-21, a. 2.

- 3.** Un centre de services scolaire peut, conformément au paragraphe 2 de l'article 241.1 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), admettre, à l'enseignement primaire, un enfant de 5 ans admis à l'éducation préscolaire si cet enfant démontre un développement exceptionnel et possède des acquis suffisants.

A.M. 93-01-21, a. 3.

- 4.** Les demandes d'admission visées à l'article 3 sont coordonnées par la direction de l'école que fréquente l'enfant. Elles sont assujetties aux règles suivantes :

1° le dossier comporte des avis exprimés par les parents de l'enfant, des intervenants scolaires et un spécialiste du centre de services scolaire qui tendent à démontrer qu'il serait préjudiciable pour cet enfant de le faire demeurer au niveau préscolaire;

2° parmi les avis contenus dans le dossier, celui de l'enseignant du niveau préscolaire fréquenté par l'enfant tend à démontrer que l'enfant a déjà atteint le niveau de développement généralement obtenu à la fin d'une année de fréquentation au niveau préscolaire – 5 ans; celui du titulaire de première année fait état de son évaluation des acquis de l'enfant, de sa capacité d'intégrer une classe de première année déjà en cours et des chances de réussite scolaire de l'enfant si la demande était accordée.

A.M. 93-01-21. a. 4.

5. La demande d'admission d'un enfant à l'éducation préscolaire, pour l'année scolaire où il serait admissible à l'enseignement primaire, doit être accompagnée d'un rapport d'étude composé des avis de l'enseignant au niveau préscolaire, de la direction de l'école et d'un spécialiste du centre de services scolaire, ainsi que du consentement des parents lorsqu'ils ne sont pas à l'origine de la demande.

A.M. 93-01-21, a. 5.

6. La demande d'admission d'un enfant à l'enseignement primaire, pour l'année scolaire additionnelle au nombre déterminé dans le régime pédagogique pour le passage obligatoire à l'enseignement secondaire, doit être accompagnée d'un rapport d'étude composé des avis du titulaire de l'enfant, de la direction de l'école et d'un spécialiste du centre de services scolaire, ainsi que du consentement des parents lorsqu'ils ne sont pas à l'origine de la demande.

A.M. 93-01-21, a. 6.

7. Les documents requis doivent être accompagnés d'une traduction en français ou en anglais, s'ils sont rédigés dans une langue autre.

A.M. 93-01-21, a. 7.

8. Le Centre de services scolaire informe les parents de l'enfant de l'acceptation ou du refus de la demande d'admission.

A.M. 93-01-21, a. 8.

9. (*Omis*).

A.M. 93-01-21, a. 9.

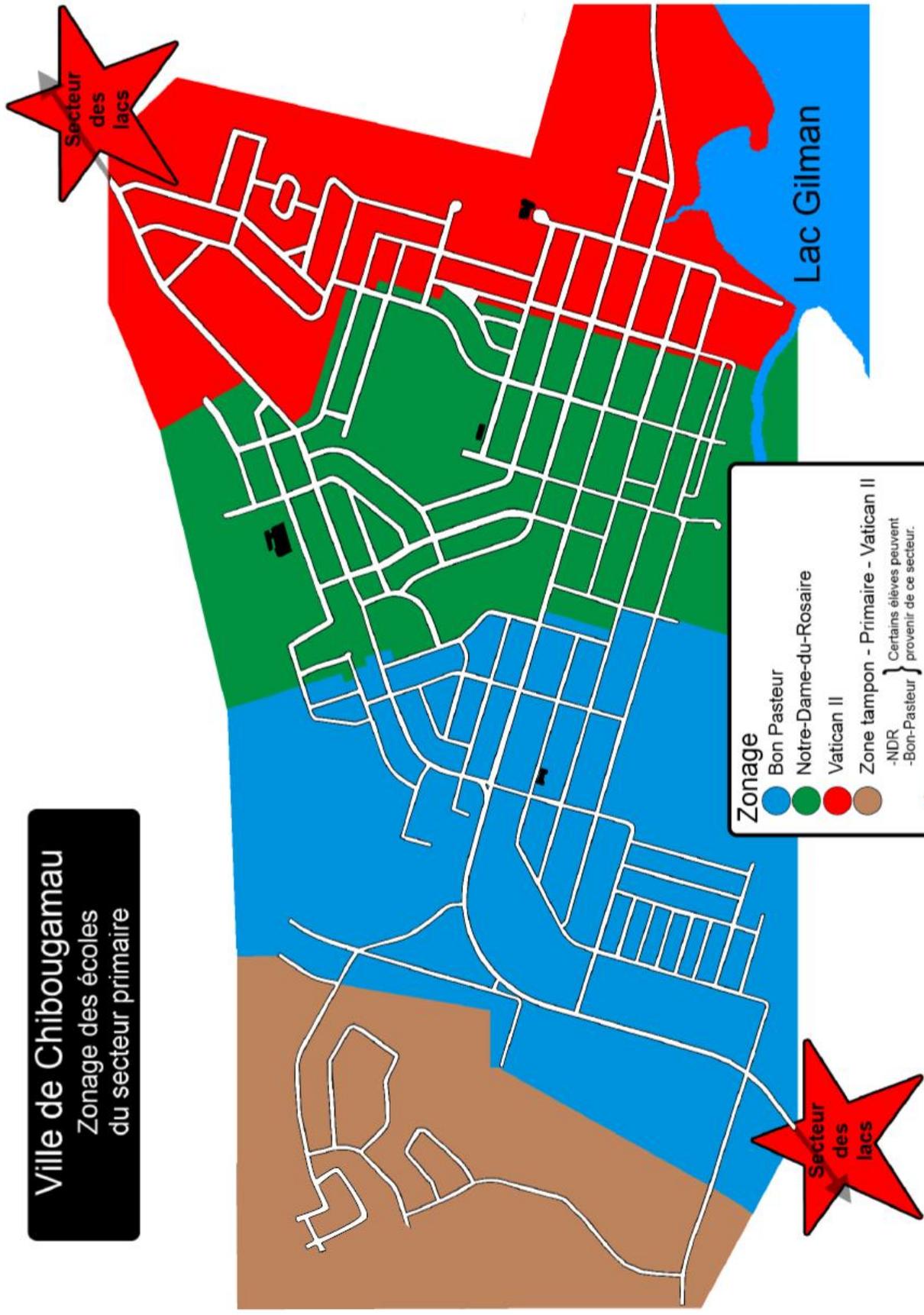
ANNEXE III

ACTIONS	ÉCHÉANCIERS	RESPONSABLES
1. Informer sur l'admission et l'inscription des élèves	Janvier	Service de l'enseignement
2. Admettre et inscrire les élèves	Février	Direction des écoles
3. Répartir les élèves dans les écoles	Mars, juin et août	Direction des écoles
4. Répondre aux titulaires de l'autorité parentale	Juillet et août	Direction des écoles

ANNEXE IV

**CARTE DU ZONAGE DES ECOLES
DU SECTEUR PRIMAIRE
DE LA VILLE DE CHIBOUGAMAU**

Ville de Chibougamau
 Zonage des écoles
 du secteur primaire



Zonage

- Bon Pasteur
- Notre-Dame-du-Rosaire
- Vatican II
- Zone tampon - Primaire - Vatican II

} Certains élèves peuvent
 -NDR
 -Bon-Pasteur
 provenir de ce secteur.

★ Vatican II
 Elèves qui demeurent à l'extérieur
 des limites de la ville.

Dernière mise à jour le 15 octobre 2020